

**REMISE DES DIPLÔMES DU TRAVAIL
AUX SALARIÉS GONFREVILLAIS
- Le 15 mai 2025 -**

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi tout d'abord d'excuser notre Député Jean-Paul LECOQ qui regrette de ne pouvoir être parmi nous aujourd'hui.

C'est avec grand plaisir que je vous remettrai dans quelques instants ces diplômes du travail.

Mais quelques mots tout d'abord sur le lieu dans lequel nous nous trouvons et qui porte le nom d'Arthur Fleury.

J'aime rappeler en effet qui était ce personnage : Arthur Fleury était un syndicaliste harfleurais, donc un défenseur des salariés, devenu résistant sous l'Occupation, avant d'être déporté à Auschwitz où il est mort en 1942.

C'était important de le souligner dans cette période trouble et instable que nous vivons.

Vous êtes aujourd'hui 56 à être honorés, dans des secteurs aussi variés que le raffinage, la grande distribution, la construction, la manutention maritime, la sécurité, la santé, la logistique... et bien

d'autres encore, vous comprendrez que je ne puisse pas tous les citer.

Et à Gonfreville, nous tenons à cette cérémonie.

Car ce diplôme est une reconnaissance du travail que vous avez accompli durant de nombreuses années, au service d'une entreprise, certes, mais également de la communauté.

Quel que soit votre métier, votre fonction, vous avez produit des biens et des services et à ce titre vous avez été utiles à vos concitoyens.

Cela mérite notre respect et notre reconnaissance qui se matérialise aujourd'hui par la remise de ce diplôme.

Au moment du Covid, le Président de la République avait évoqué tous ces métiers si utiles à la société, mais si mal rémunérés.

5 ans plus tard, malgré ces propos, rien n'a changé.

Pire, la situation des salariés s'est même aggravée avec la retraite à 64 ans et donc 2 ans de travail en plus avant la retraite,

Avec des salaires qui n'augmentent pas ou peu malgré une inflation qui a atteint des niveaux records.

Avec des chiffres de la mortalité au travail qui augmentent. 21 000 morts et 13,5 millions de blessés en 20 ans, voilà le bilan des accidents du travail en France.

Et avec des « efforts », entre guillemets, qu'on vous demande sans arrêt de faire pour combler le déficit chronique de l'État, déficit dont vous n'êtes en rien responsables.

Voilà donc comment vous avez été remerciés de toutes ces années de travail.

Nos gouvernements successifs qui n'ont cessé de louer votre engagement au service de l'économie, au service « de la France » comme ils disent, ne mettent jamais leurs actes en conformité avec leurs paroles.

Et puisqu'on parle de dette, je tiens à préciser, parce que c'est méconnu, que les communes sont elles aussi mises à l'amende, avec une contribution forcée sur notre budget.

Tous les ans, l'État nous prélève une somme (pour Gonfreville c'est 900 000 €), pour résorber son déficit, qui en plus ne se résorbe pas. Je referme la parenthèse.

Donc si je résume, tout le monde doit mettre la main à la poche, SAUF ceux qui sont responsables de l'endettement du pays.

Car le problème ce n'est pas la richesse, que vous créez par votre travail, votre savoir-faire.

Le problème c'est la répartition de cette richesse.

Contrairement à ce que nous disent les médias, et surtout ceux qui sont entre les mains de quelques milliardaires, les dépenses publiques ne sont pas en cause.

Alban BRUNEAU

D'abord parce qu'il est du devoir d'un État républicain de financer ses services publics (la Santé, l'Éducation, les transports, la dépendance, la Justice et la protection sociale.

Ensuite parce que ces mêmes services publics et cette protection sociale sont largement sous dotés.

Chacun connaît en effet la situation dramatique de l'Hôpital, des prisons, de la police, de l'Inspection du travail, etc.)

C'est donc du côté des recettes qu'il faut chercher...

Et de ce côté là, le compte n'y est pas.

Je pense aux actionnaires qui ne sont pas taxés alors qu'ils battent année après année des records de dividendes versés :

- 63 milliards en 2022,
- 67 milliards en 2023...
- et 68,8 milliards en 2024 !

Je pense aussi aux grands patrons et aux multinationales qui ne cessent de se remplir les poches.

Pas de crise pour eux, pas « d'efforts » à faire, contrairement à vous.

Et je pense aux milliards de cadeaux fiscaux faits aux entreprises : 27 milliards par an au titre du CICE (Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi) et du CIR (Crédit d'impôt Recherche).

Des milliards dont l'État se prive volontairement (je pense également à l'ISF), alors qu'il ne cesse de dire que ses comptes sont dans le rouge !

Alban BRUNEAU

Voilà d'où vient la dette pour laquelle on nous demande, citoyens comme collectivités, de nous serrer la ceinture.

Ce discours gouvernemental, beaucoup de salariés ne peuvent plus l'entendre.

Ici à Gonfreville l'Orcher, nous préférons honorer les salariés, les remercier pour le travail effectué, plutôt que de les culpabiliser.

C'est le sens de mon engagement au sein du Parti Communiste Français, qui a toujours soutenu les combats pour l'augmentation des salaires, les congés payés, la Sécurité Sociale, la retraite à 60 ans... En un mot, le progrès social.

En tant que maire, et à ce titre également d'employeur, je peux affirmer que le travail est un investissement pour la société toute entière.

Il mérite davantage de reconnaissance en termes de rémunération, en termes de droits.

Toutes ces années que vous avez passées au travail, sont le symbole de l'engagement, de la fidélité, de la confiance envers le monde de l'entreprise.

Et au nom de la municipalité je vous présente mes félicitations pour toutes ces années de travail.

Remise des diplômes.